

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 19/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FERTINAGRO**

1935, Route de la Gare  
40290 Misson

Références : DREAL/2025D/10543  
Code AIOT : 0005201696

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement FERTINAGRO implanté 1935, Route de la Gare - 40290 Misson. L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERTINAGRO
- 1935, Route de la Gare 40290 Misson
- Code AIOT : 0005201696
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FERTINAGRO exploite sur la commune de MISSON une usine destinée à la production de superphosphates et d'engrais composés divers.

L'établissement comporte 3 pôles d'activité :

- les pulvérulents
- la fabrication de superphosphates par action des acides sur les phosphates
- la granulation : fabrication dans un tambour de plusieurs catégories d'engrais composés par incorporation des divers composants (azote, phosphate, potasse et substrat)

L'établissement est classé IED au titre de la rubrique 3430 (fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium), il n'est pas classé Seveso.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Lors de l'inspection, pendant le tour du site, il a été constaté les points suivants :

- certains endroits nécessitent une réparation de la voirie,
- des travaux sont à envisager pour la collecte des eaux pluviales en partie Sud : reprendre le réseau pluvial arraché au niveau du parking VL et prévoir un caniveau le long de la plateforme occupée par l'activité de broyage et d'entreposage de matières premières,

- vérifier le long de la voie ferrée la pente d'écoulement des eaux pluviales qui paraissent visuellement partir vers l'extérieur du site,
- reprendre la clôture du site à différents endroits,
- vider les rétentions extérieures et prévoir des cuvettes de rétention plus grandes pour les GRV de soude notamment,
- dans le bâtiment d'entreposage des produits finis, positionner tous les bidons de produits chimiques dangereux pour l'environnement sur rétention,
- procéder à la cessation d'activité concernant la cuve de GNR de 50 m3 et le groupe électrogène associé. Les équipements n'ont plus été utilisés depuis de nombreuses années.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
6	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	AP Complémentaire du 15/05/2024, article 4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
7	Mise à jour IEM et EQRS	AP Complémentaire du 15/05/2024, article 4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
17	Compatibilité des rejets avec le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 03/01/2006, article 27.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Canalisation des	Arrêté Ministériel	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	émissions	du 02/02/1998, article 4-I	d'action corrective	
4	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 15/05/2024, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 1	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte
9	Niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 1	Avec suites, Astreinte	Sans objet
10	Surveillance des niveaux sonores	AP Complémentaire du 15/05/2024, article 2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 13	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 14	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
13	Rétention des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 16.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
14	Points de rejets	Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 18.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
15	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 19.2 modifié par l'APC du 4 août 2015	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
16	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 21	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
18	Odeurs	AP Complémentaire du 15/05/2024, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
19	Directive SEVESO	AP Complémentaire	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 15/05/2024, article 6		
20	Suites de l'accident du 16/05/2021	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection reste toujours dans l'attente des rapports de surveillance environnementale, de mise à jour de l'IEM et de l'EQRS du site et de comptabilité milieu des rejets aqueux.

Pour ce qui est des niveaux sonores des activités du site, il est proposé la réalisation d'une tierce-expertise afin de conclure définitivement quant à la conformité des niveaux sonores.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/01/2006, article 27.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Respect des valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques.</p> <p>+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de l'entretien annuel du dévésiculeur.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 15 jours le dépassement de VLE en H2S de l'atelier de production de superphosphates.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats de la campagne de mesures des rejets atmosphériques de fin 2024 dès que disponibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour répondre aux constats de l'inspection précédente, l'exploitant a indiqué par courrier du 8 avril 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• avoir transmis les rapports d'analyses des rejets atmosphériques pour l'année 2024 et début 2025 ;</li> <li>• avoir transmis la procédure d'entretien du dévésiculeur, ainsi que la fiche de suivi des interventions sur les 3 premiers mois de 2025 ;</li> <li>• que la valeur importante en H2S de 14,3 mg/Nm3 a été mesurée dans le cadre de l'étude des odeurs et prise volontairement sans neutralisation de façon ponctuelle, en suivant les instructions</li> </ul>

de la société IRH, afin d'identifier les éventuels composés présents dans les gaz de réaction. Avec neutralisation, aucune concentration de ce paramètre H<sub>2</sub>S n'a été détectée (et donc la VLE en H<sub>2</sub>S de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ne s'applique pas car flux < 50 g/h).

Par courriel du 5 septembre 2025, l'exploitant a transmis le tableau de synthèse des analyses réalisées en 2024 et 2025. Pour 2024, voir le précédent rapport de l'inspection des installations classées (quelques dépassements avec justifications). Pour 2025, les résultats des deux campagnes sont toutes conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvements

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

### Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 6 mois les justificatifs liés à l'installation de la passerelle de prélèvements pour l'atelier Superphosphates.

### Constats :

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué qu'il s'engageait à fournir les justificatifs relatifs à la mise en place de la passerelle de prélèvement pour l'atelier Superphosphates dans le délai de six mois, tel que notifié lors du contrôle. Il a précisé également que les prélèvements sont actuellement réalisés à l'aide d'une plateforme élévatrice, ce qui n'affecte en rien le processus de prises de mesure dans la cheminée.

Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué être dépendant du fournisseur d'acide, qui ne s'est pas arrêté de fonctionner en 2025. Pendant ce temps également, le compresseur a été remplacé et un caisson insonorisant a été installé. Il reste le ventilateur à changer pour enfin pouvoir installer la passerelle dès le prochain arrêt technique de l'atelier Superphosphates.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 6 mois les justificatifs de l'installation de

la passerelle de mesures au niveau de la cheminée de l'atelier Superphosphates.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 3 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Canalisation des émissions
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.</p> <p>+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 6 mois les justificatifs liés à l'installation d'un système d'aspiration et de filtration au niveau des jetées de tapis des doseurs. Il transmet les tests pour le capotage des trémies.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 29 août 2025, l'exploitant a indiqué que l'installation d'un système d'aspiration et de filtration au niveau des jetées de tapis des doseurs a bien été effectuée. Les justificatifs ont été transmis et le dispositif a été visualisé lors de l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a annoncé qu'un système de rétention de poussières a été mis en place dans les trémies de dosage afin de contenir les particules générées lors du déchargement des matières premières. Une photographie du dispositif a été transmise et le dispositif a été visualisé lors de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Hauteur de la cheminée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Hauteur de la cheminée
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La hauteur de la cheminée, qui ne peut être inférieure à 10 m, est fixée par l'arrêté d'autorisation</p>

<p>conformément aux articles 53 à 56 ci-après ou déterminée au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site.</p> <p>+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois une version actualisée de l'étude de dispersion tenant compte du point de rejet de l'installation d'ensachage et des valeurs actées dans l'APC en cours de contradictoire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 20 juin 2025, l'exploitant a transmis l'étude de dispersion des rejets atmosphériques du site incluant le point de rejet de l'atelier d'ensachage en bigbags et la VLE de 10 mg/Nm3. L'étude conclut que : « <i>Par conséquent, la compatibilité des émissions des polluants PM10, PM2,5, NOx, SO2, NH3, HCl et HF avec le développement de la vie dans leur environnement est vérifiée, conformément à la réglementation en vigueur, et donc COMPATIBLES avec la qualité de l'air dans les alentours de l'entreprise.</i> »</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/05/2024, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de s'assurer du bon fonctionnement des installations de traitement des effluents atmosphériques, l'exploitant fait réaliser trimestriellement, par un organisme agréé, un contrôle quantitatif et qualitatif des différents rejets atmosphériques de son établissement définis à l'article 273.</p> <p>Les résultats sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées accompagnés de commentaires, du calcul des flux émis et du respect ou non des valeurs prescrites.</p> <p>La surveillance pourra être adaptée sur proposition justifiée de l'exploitant après quatre trimestres consécutifs de rejets atmosphériques conformes et sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées.</p> <p>+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dès réception les rapports de surveillance trimestrielle des rejets atmosphériques (mai, août et décembre 2024 et avril/mai 2025).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a transmis les rapports de mesures trimestrielles de surveillance des émissions atmosphériques pour 2024 et 2025. Les interventions se sont déroulées du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 13/03/2024 (bureau d'études ENTIME), campagne réalisée exclusivement au niveau du point d'émission lié à la production de superphosphates, absence de certains métaux et des éléments radiologiques,</li> </ul>



- 13 au 16/05/2024 (bureau d'études ENTIME), absence des métaux et des éléments radiologiques,
- 26 au 29/08/2024 (bureau d'études IRH),
- 9 au 13/12/2024 (bureau d'études ENTIME),
- 20 au 23/01/2025 (bureau d'études ENTIME).

Par courriel du 5 septembre 2025, l'exploitant a transmis les résultats de la campagne du 23 au 25/06/2025 et du 03 et 04/07/2025 (bureau d'études ENTIME), ainsi qu'un tableau de synthèse des résultats, et a demandé la mise à jour de la surveillance des rejets atmosphériques. Les différents résultats d'analyses ne révèlent pas d'émissions particulières en métaux lourds ou en substances radiologiques. Un courrier de donner acte est joint au présent rapport d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/05/2024, article 4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

##### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure une surveillance annuelle des retombées de poussières et de la qualité de l'air dans l'environnement de ses installations, en période estivale (conditions atmosphériques sèches) et en conditions normales d'exploitation, selon les paramètres définis à l'article 4.1 du présent arrêté.

Les résultats des mesures sont exprimés en concentration (mg/Nm<sup>3</sup>). Pour les poussières, les résultats sont exprimés en PM10 a minima.

La prochaine campagne de surveillance environnementale et de la qualité de l'air intervient avant le 30 septembre 2024.

La liste des paramètres établie ci-avant pourra évoluer après mise en œuvre de mesures de réduction des émissions atmosphériques et après trois mesures à l'émission trimestrielles consécutives justifiant de l'absence de la substance à surveiller dans les rejets atmosphériques canalisés.

Par défaut, les méthodes d'analyses sont celles définies par l'arrêté ministériel relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 6 mois le rapport de surveillance environnementale. À noter que, conformément au chapitre 10 du guide de l'INERIS sur la Surveillance dans l'air autour des installations Classées de décembre 2021, les prélèvements devront être réalisés durant une période minimale de 8 semaines, répartis uniformément sur l'année afin de tenir compte des différentes conditions de dispersion (en lien avec les saisons) ou d'exploitation de l'installation.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 15 jours que la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué que l'étude de surveillance de l'air autour des installations sera réalisée avec la fréquence indiquée, pendant les périodes convenues avec le bureau d'études spécialisé dans ce domaine (NALDEO) et dans les délais définis, en respectant les exigences établies au chapitre 10 du guide INERIS, tel que détaillé dans le devis. Le rapport sera transmis dès réception.</p> <p>Par ailleurs, il a confirmé disposer d'un anémomètre installé sur le site pour mesurer en continu la vitesse et la direction du vent, et son registre est disponible pour consultation.</p> <p>A la date de la présente inspection, aucun rapport n'a été communiqué.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les mesures environnementales étaient en cours (3 stations de mesures). L'exploitant indique qu'il faut environ 1 mois pour finaliser les mesures et procéder aux analyses et que le rapport sera disponible vers février/mars 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois le rapport de surveillance environnementale. À défaut, une mise en demeure sera proposée à M. le Préfet sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Mise à jour IEM et EQRS

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/05/2024, article 4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise à jour IEM et EQRS</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met à jour l'IEM (version de juillet 2016) et transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, cette IEM actualisée en se positionnant sur la compatibilité des milieux et des usages actuels.</p> <p>L'exploitant déroule la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués (version d'avril 2017) établie par la DGPR.</p> <p>Cette IEM se basera sur les résultats des analyses déjà réalisées, ainsi que sur les résultats de mesures rendues nécessaires suite à la réalisation du schéma conceptuel (tels que des prélèvements dans les sols, les végétaux, les œufs de poule, etc.).</p> <p>Dans le cadre de la mise à jour de l'IEM, l'exploitant met également à jour son EQRS. Cette étude s'attachera à conclure quant au risque sanitaire que représentent les concentrations des différentes substances surveillées, en particulier les radio-éléments et les métaux.</p> <p>L'exploitant pourra utilement se référer aux rapports d'études de l'INERIS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques (réf. DRC - 16 - 158882 - 12366A, novembre 2016)</li> </ul>

<p>- Document complémentaire au guide de surveillance dans l'air autour des installations classées - Principales caractéristiques physico-chimiques, valeurs de gestion et niveaux mesurés dans l'air ambiant, méthodes de mesures de certaines substances (réf. DRC - 16 - 158882 - 10272A, novembre 2016).</p> <p>+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 6 mois le rapport d'IEM et EQRS.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué que les études de mise à jour de l'IEM et de l'EQRS pour les activités du site avaient été commandées et étaient en cours d'élaboration et d'analyse par le prestataire extérieur (NALDEO). Les résultats seraient transmis dans le délai établi de 6 mois.</p> <p>A la date de la présente inspection, aucun dossier n'a été déposé par l'exploitant.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les études seraient disponibles en février/mars 2026, en même temps que le rapport de surveillance environnementale. Toutes ces études ont pris du retard au lancement, mais les mesures sont en cours et le planning est respecté.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois le rapport d'IEM et EQRS. À défaut, une mise en demeure sera proposée à M. le Préfet sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 8 : Niveaux sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude de caractérisation et de réduction des nuisances sonores</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société FERTINAGRO, exploitant une installation de production d'engrais située sur la commune de Misson au 1935 route de la Gare, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1) de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DAEC/L n° 2015/542 du 4 août 2015 et de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral DCPAT n° 2018-203 du 7 mai 2018 susvisés en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• transmettant une étude de caractérisation et de réduction des nuisances sonores, ainsi qu'un échéancier de mise en œuvre de mesures organisationnelles et/ou techniques visant à réduire les nuisances sonores, dans un délai de trois mois ;</li> </ul> <p>+ Astreinte administrative de 100 €/j (AP du 26/05/2025)</p>

<p>+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais un calendrier ou un échéancier de mise en œuvre des mesures de réduction de l'impact sonore, en lien avec l'étude ORFEA.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 8 avril 2025, l'exploitant a transmis un échéancier de mise en œuvre de mesures organisationnelles et/ou techniques visant à réduire les nuisances sonores découlant de l'étude ORFEA.</p> <p>Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir réalisé en 2025 les travaux de réduction des émissions sonores suivants (vus en inspection) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ajout de bardage + mise en peinture de l'ensemble au niveau de l'atelier de broyage,</li> <li>• installation en S46 d'un silencieux au niveau de la cheminée de l'atelier de broyage,</li> <li>• capotage de la transmission entre le moteur et le broyeur de terres phosphatées,</li> <li>• installation d'un silencieux au niveau de la cheminée de l'atelier de granulation,</li> <li>• remplacement du compresseur au niveau de la cheminée de l'atelier de granulation + capotage.</li> </ul> <p>Il est proposé à M. le Préfet de lever l'astreinte sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte</p>

#### N° 9 : Niveaux sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des niveaux sonores</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société FERTINAGRO, exploitant une installation de production d'engrais située sur la commune de Misson au 1935 route de la Gare, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1) de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DAEC/L n° 2015/542 du 4 août 2015 et de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral DCPAT n° 2018-203 du 7 mai 2018 susvisés en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• respectant les niveaux sonores réglementaires en limites de propriété et en zones à émergence réglementée dans un délai de six mois.</li> </ul> <p>+ Astreinte administrative de 100 €/j (AP du 26/05/2025)</p> <p>+ constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dans les meilleurs délais un rapport de mesures acoustiques justifiant du respect des niveaux sonores réglementaires en limites de propriété et en zones à émergence réglementée.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Par courriel du 16 juillet 2025, l'exploitant a transmis le rapport des mesures des niveaux sonores du 2ème trimestre 2025 (mai/juin). Les résultats font état d'une conformité réglementaire en tous points de mesures.

Par courriel du 1er décembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport des mesures des niveaux sonores du 3ème trimestre 2025 (juillet). À noter que cette campagne de mesures a été réalisée par un bureau d'études espagnol, en suivant les normes françaises, car M. FERREIRA n'était pas disponible à cette période mais des échanges ont eu lieu, d'après l'exploitant. Les résultats font état d'une conformité réglementaire en tous points de mesures.

L'inspection propose à M. le Préfet, avant de lever l'astreinte administrative sur ce point, de faire procéder par l'exploitant une tierce-expertise sur l'ensemble des mesures réalisées et actions de réduction mises en œuvre. À cet effet, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Surveillance des niveaux sonores

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/05/2024, article 2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre une surveillance trimestrielle des niveaux sonores en zones à émergence réglementée et en limites de propriétés telles qu'indiqué sur la carte en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mai 2018 susvisé et conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement susvisé.

Pour la détermination de chacun des niveaux de bruit ambiant ou résiduel, la durée cumulée des mesurages à chaque emplacement doit être d'une heure au moins.

Le bruit résiduel des zones à émergence réglementée fera l'objet d'une nouvelle mesure à chaque nouvelle campagne de mesures. Les valeurs issues de précédentes mesures ne pourront être prises en compte.

L'exploitant réalise la prochaine campagne de surveillance sous un mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Il transmet sous 15 jours le rapport à l'inspection des installations classées.

Le rapport s'attachera à décrire de manière détaillée les conditions de mesurage : conditions météorologiques, activités et ateliers en fonctionnement, etc.

La surveillance pourra être adaptée sur proposition justifiée de l'exploitant après quatre trimestres consécutifs de niveaux sonores conformes en zones à émergence réglementée et en limites de propriété et sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées.

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 1 mois les résultats de la dernière campagne de surveillance trimestrielle des niveaux sonores (décembre 2024).

**Constats :**

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a transmis le rapport des mesures de bruit réalisées en décembre 2024.

Par courriel du 16 juillet 2025, l'exploitant a transmis le rapport des mesures de bruit réalisées en mai et juin 2025.

Il n'y a pas eu de mesures au premier trimestre 2025 car l'exploitant a changé de prestataire. Le nouvel intervenant a souhaité caractériser les améliorations acoustiques induites par les derniers travaux réalisés, ainsi que refaire des mesures de bruits résiduels lorsque le site était à l'arrêt (pas de points masqués comme lors des précédentes mesures).

Par courriel du 1<sup>er</sup> décembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport des mesures de bruit réalisées en juillet 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant d'expliquer sous 15 jours le fonctionnement du trop plein en partie Nord, qui se rejette directement dans le milieu naturel sans traitement préalable ni confinement possible en cas de problème. Par ailleurs, dans la procédure en page 6, il semblerait que le point rouge matérialise le trop-plein et non le point de rejet principal en partie Nord, qui lui n'est pas indiqué sur la photo.

**Constats :**

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a transmis le plan corrigé indiquant correctement le point de rejet principal en partie Nord. Par ailleurs, il a décrit précisément la gestion des eaux pluviales en partie Nord, en particulier le terme de « trop-plein » impropre dans cette situation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Approvisionnement en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approvisionnement en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>14.2 - Origine de l'approvisionnement en eau L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable de MISSON. La consommation d'eau publique n'excédera pas 30 000 m<sup>3</sup>/an.</p> <p>14.3 - Relevé des prélèvements d'eau Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 : L'inspection demande à l'exploitant de détailler sous 15 jours le mode opératoire de la supervision de la consommation d'eau du site et les différentes alarmes associées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué qu'il existe un suivi mensuel de la consommation d'eau de l'installation réalisé à l'aide des indicateurs de durabilité définis par le Groupe TERVALIS (GRI), en plus d'audits énergétiques. Si la consommation annuelle dépasse 25 000 m<sup>3</sup>, le Groupe alerte le site de production pour ajuster la consommation et respecter les limites établies. Par ailleurs, il a transmis les données de consommations d'eaux potables et pluviales pour les années 2023 et 2024 montrant que l'installation ne dépasse pas sa consommation annuelle de 30 000 m<sup>3</sup>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Rétention des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 16.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour l'application des prescriptions 16.1 - , 16.2 - et 16.3 - ci-dessus, l'exploitant possède :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• un <b>bassin Nord de 600 m3</b> de capacité divisé en 2 compartiments :<ul style="list-style-type: none"><li>. un compartiment de 400 m3 pour recueillir le premier flot d'eaux pluviales,</li><li>. un compartiment de 200 m3 maintenu vide et utilisable pour le stockage d'eaux polluées (eaux</li></ul></li></ul>



d'extinction d'incendie notamment) ou d'écoulements accidentels (acides, hydrocarbures, ...). Les orifices d'évacuation des compartiments se mettent automatiquement en position fermée dès que le niveau de vidange bas a été atteint ; leur ouverture est obligatoirement manuelle.

- un **bassin Sud de 400 m3** de capacité divisé en 2 compartiments :
  - . un compartiment de 300 m3 pour recueillir le premier flot d'eaux pluviales,
  - . un compartiment de 100 m3 maintenu vide et utilisable pour le stockage d'eaux polluées (eaux d'extinction d'incendie notamment) ou d'écoulements accidentels (hydrocarbures, engrais en dilution,...).

Les orifices d'évacuation des compartiments se mettent automatiquement en position fermée dès que le niveau de vidange bas a été atteint ; leur ouverture est obligatoirement manuelle.

À chaque bassin est affecté une partie déterminée de l'établissement.

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 15 jours que les orifices d'évacuation des compartiments se mettent automatiquement en position fermée dès que le niveau de vidange bas a été atteint et que leur ouverture est effectivement manuelle.

#### **Constats :**

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué que pour ce qui concerne le bassin de la partie Nord, le seul déversement possible se fait par la vanne V3 qui s'ouvre une fois les 10 litres accumulés dans le pluviomètre. Pour la partie Sud, un système de décantation et de séparation des graisses permet de s'assurer que les caractéristiques des eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel sont respectées (vérification a minima trimestrielle en période de précipitations). Par conséquent, les orifices d'évacuation des compartiments sont normalement ouverts car il s'agit de déversements pluviaux.

L'inspection rappelle qu'il y a pourtant eu un dépassement de la VLE en DCO pour les rejets du bassin Sud le 26/03/2024 (330 au lieu de 300 mg/l). Les eaux pluviales ne sont donc pas systématiquement propres comme prétendu par l'exploitant.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a précisé que chacune des 3 vannes au niveau du bassin Nord, en particulier la vanne V3, peut être manœuvré manuellement. Cela permet notamment en cas d'incident ou d'incendie lors d'épisode pluvieux (> 10 mm) de condamner le by-pass et effectivement confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées.

Par courriel du 1er décembre 2025, l'exploitant a transmis la procédure de gestion des eaux pluviales du site mise à jour avec la manipulation possible des vannes V01, V02 et V03 sur les bassins Nord.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 14 : Points de rejets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 18.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Localisation des points de rejets

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant



**Prescription contrôlée :**

Les rejets s'effectuent via des fossés, en 2 points, dans le ruisseau du Moulin d'Agés situé à une cinquantaine de mètres des limites de l'établissement, ruisseau prolongé par l'Arrigan. Les points de rejet sont repérés sur le plan annexe I

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de confirmer sous 15 jours l'emplacement des points de rejets repérés à l'annexe I de l'AP d'autorisation du 3 janvier 2006. Il transmet des photographies des emplacements.

Il confirme par ailleurs qu'il n'y a aucun autre rejet d'eau au milieu naturel.

En lien avec la mise à jour du plan des réseaux, il actualise la liste et les caractéristiques des points de rejets le cas échéant.

**Constats :**

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a transmis un plan de masse des installations avec la localisation des deux points de rejets aqueux. Une photographie de chaque exutoire est également jointe. Ces points de rejets n'ont pas changé depuis l'autorisation de 2006.

Il a confirmé par ailleurs qu'il n'y avait aucun autre rejet d'eau au milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 19.2 modifié par l'APC du 4 août 2015

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE pour rejet dans le milieu naturel

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Le premier flot correspondant à la capacité des bassins est dans la mesure du possible recyclé.

En cas de rejet dans le milieu naturel, les effluents en provenance des bassins de retenue et de contrôle respectent les conditions suivantes :

- Débit :
  - bassin Sud : inférieur à 1,5 litre / seconde, 4,5 m3/h, 100 m3/j,
  - bassin Nord : inférieur à 2 litre / seconde, 6 m3/h, 133 m3/j,
- Température : inférieure à 30°C et ne pas entraîner une élévation de température supérieure à 3°C du milieu récepteur,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 et ne pas abaisser le pH du milieu récepteur au dessous de 6,
- Couleur : ne doit pas modifier la couleur du milieu récepteur.

et ne doivent pas contenir plus de :

Substances	Concentration (en mg/l)	Flux (en kg/j et par bassin)	Méthode de référence
------------	-------------------------	------------------------------	----------------------

MES	100	13,3	NF EN 872
DCO (1)	300	40	NFT 90101
DBO5 (1)	100	13,3	NFT 90103
Azote Global (2)	30	4	NF EN ISO 25663 NF EN ISO 10304-1 et 10304-2 NF EN ISO 13395 et 26777 FDT 90045
Phosphore Total	10	1	NFT 90023
Hydrocarbures totaux	5	0,67	NFT 90114
Fluor et ses composés	15	2	

(1) sur effluent non décanté

(2) comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé

+ VLE de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (article 32)

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place dès la prochaine bâchée, ou au plus tard sous 3 mois, un programme de surveillance tel que défini à l'article 19.2 de l'AP d'autorisation du 3 janvier 2006 modifié par l'APC du 4 août 2015 et complété par les articles 32 et 60 de l'AM du 2 février 1998.

#### Constats :

Par courriel du 29 août 2025, l'exploitant a transmis les résultats des mesures de juillet 2025. Tous les résultats sont conformes.

Par courriel du 1er décembre 2025, l'exploitant a par ailleurs transmis les tableaux de surveillance interne pour les rejets d'eaux au niveau du bassin Nord et du bassin Sud. Les résultats sont conformes.

Enfin, l'exploitant a présenté une unité pilote de station de traitement des eaux pluviales (pH + filtration + résine échangeuse d'ions) en cours d'installation. Le groupe TERVALIS a souhaité se lancer dans ce projet pour plusieurs sites dans l'hypothèse où l'un d'entre eux serait contraint de s'arrêter alors que la capacité de rétention des eaux pluviales en vue de la réutilisation interne dans le procédé se remplirait dangereusement et qu'il faudrait les rejeter dans le milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 16 : Surveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/01/2006, article 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :****21.1 - Autosurveillance**

L'exploitant met en place une procédure de surveillance des rejets de ses installations et notamment des 2 bassins de retenue et de contrôle. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, sur des échantillons non décantés et dans les conditions fixées ci-après.

+ surveillance prévue par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (article 60)

**21.1.1 - Sur le bassin Nord****Le pH d'entrée**

Le pH est contrôlé en continu, dans le point bas de collecte du poste de relevage au moyen d'un pH-mètre indiquant in situ le pH sur un boîtier de contrôle et déclenchant une alarme en cas de pH anormal.

Ce pH-mètre ferme automatiquement la vanne de vidange dans le milieu naturel en cas de pH anormal.

**La couleur**

Avant chaque lâcher l'effluent fait l'objet d'un contrôle visuel de la couleur.

**Le pH de sortie**

Avant chaque lâcher l'effluent collecté dans le compartiment de retenue fait l'objet d'un contrôle de pH par une méthode simple.

**Les autres paramètres**

Les autres paramètres (MES, DCO, Azote total, Phosphore, Fluor) font l'objet d'analyses avant rejet par des méthodes simples effectuées par l'exploitant ou un laboratoire de son choix.

**Volumes des effluents (entrées et sorties) et calcul des flux**

Les volumes d'effluents entrant sont mesurés (compteur volumétrique ) ou évalués (compteurs horaires sur les pompes de relevage).

Les volumes rejetés dans le milieu naturel sont mesurés ou évalués (échelle d'indication des volumes d'effluents contenus dans le bassin par exemple). Les flux de polluants rejetés sont calculés.

Tous les volumes et flux répertoriés ci-dessus sont inscrits sur un registre qui peut être informatisé. Les volumes d'eaux réutilisés doivent être estimés.

**21.1.2 - Sur le bassin Sud****Le pH d'entrée**

Le pH n'est pas contrôlé, le premier flot d'eaux pluviales étant systématiquement collecté et stocké.

**Le pH de sortie**

Avant chaque lâcher l'effluent collecté dans le compartiment de retenue fait l'objet d'un contrôle de pH par une méthode simple.

**Les autres paramètres**

Les autres paramètres (MES, DCO, Azote total, Phosphore, Fluor) font l'objet d'analyses avant rejet par des méthodes simples effectuées par l'exploitant ou un laboratoire de son choix.

#### **Volume des effluents rejetés après contrôle et calcul des flux**

Les volumes rejetés dans le milieu naturel sont mesurés ou évalués (échelle d'indication des volumes d'effluents contenus dans le bassin par exemple). Les flux de polluants rejetés sont calculés.

Tous les volumes et flux répertoriés ci-dessus sont inscrits sur un registre qui peut être informatisé.

#### **21.2 - Transmissions des résultats d'autosurveillance**

Un état récapitulatif **trimestriel** des résultats des mesures et analyses imposées à l'article 21.1 - ci-dessus est adressé au plus tard dans le mois qui suit le trimestre à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux.

#### **21.3 - Calage de l'autosurveillance**

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

Les résultats sont transmis sans délai à l'inspection des installations classées accompagnés des résultats obtenus parallèlement sur les mêmes effluents dans le cadre de l'autosurveillance. La transmission comportera tous les éléments nécessaires à la vérification du calage visé par le présent article.

#### **21.4 - Bilan annuel des rejets**

Le bilan annuel prévu à l'article 5 que l'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 31 mai de l'année suivante, comporte le bilan de fonctionnement des bassins de retenue et de contrôle : rejets accidentels éliminés, déchets décantés récupérés, effluents recyclés,...

#### **21.5 - Conservation des enregistrements**

L'ensemble des résultats de mesures prescrites au présent article doit être conservé pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place dès la prochaine bâchée, ou au plus tard sous 3 mois, un programme de surveillance tel que défini aux articles 19.2 et 21.1 de l'AP d'autorisation du 3 janvier 2006 modifié par l'APC du 4 août 2015 et complété par les articles 32 et 60 de l'AM du 2 février 1998.

#### **Constats :**

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a transmis le tableau de surveillance des rejets aqueux du site valable à compter d'avril 2025. Il indique par ailleurs que les conditions des points 19.2 et 21.1 se réfèrent aux eaux usées, qui ne s'appliquent pas aux deux points d'évacuation des eaux pluviales propres.

Pourtant, pour rappel, les analyses sur l'année 2024 ont mis en évidence, outre l'absence de surveillance de certains paramètres, un dépassement de la VLE en DCO pour les rejets du bassin Sud le 26/03/2024 (330 au lieu de 300 mg/l). Ce dépassement justifie la demande en 2024 de l'inspection des installations classées d'avoir une surveillance adaptée des eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel en partie Nord et en partie Sud qui peuvent, non pas être propres comme prétendu, mais bien susceptibles d'être polluées.

Par courriel du 29 août 2025, l'exploitant a transmis les résultats des mesures de juillet 2025. Le programme de surveillance, ainsi que tous les résultats sont conformes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Compatibilité des rejets avec le milieu naturel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22

**Thème(s) :** Risques chroniques, Compatibilité des rejets avec le milieu naturel

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 3 mois que les rejets aqueux du site sont compatibles avec l'état du milieu naturel.

**Constats :**

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué que la demande résultant de l'inspection du 27 novembre 2024 concernant les rejets aqueux de l'activité de Fertinagro France et sa compatibilité avec l'état du milieu naturel serait examinée. Les informations demandées seraient apportées à la DREAL dans le délai de 3 mois.

A la date de la présente inspection, aucune justification de la compatibilité des rejets du site avec l'état du milieu naturel n'a été apportée.

Lors de l'inspection, l'exploitant a rappelé que cette étude sera transmise par NALDEO en même temps que les autres études/rapports.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 3 mois que les rejets aqueux du site sont compatibles avec l'état du milieu naturel. À défaut, une mise en demeure sera proposée à M. le Préfet sur ce point.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 18 : Odeurs**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/05/2024, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Etude odeurs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes. Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, qui comporte notamment :

- la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, concentrées ou diffuses ;

- une liste des opérations critiques susceptibles de provoquer des émissions importantes d'odeurs, précisant la fréquence correspondante de chacune d'elles ;

- un document précisant les moyens techniques et les modes d'exploitation mis en œuvre pour limiter les émissions odorantes, notamment pour chacune des opérations critiques identifiées à l'alinéa précédent.

L'exploitant réalise une étude d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation (mesures des concentrations d'odeurs et étude de dispersion) sous un délai de six mois. Il transmet le rapport à l'inspection des installations classées sous 15 jours.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 6 mois un bilan des actions mises en place pour la réduction des odeurs à la source.

**Constats :**

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué que, malgré la note relative à un plan de gestion des odeurs - optimisation des installations en place (rapport IRH n°AQUP240424-v2 - 05/11/2024) transmise, la valeur réglementaire de 5 uoE/m3 étant respectée, aucune action supplémentaire n'est nécessaire et envisagée par la société.

Cependant, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une 4ème colonne de lavage pour l'atelier Superphosphates est en projet. Les devis ont été réalisés et le budget doit être accordé par le groupe prochainement. Une installation pendant l'arrêt du mois de mai est envisagée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 :** Directive SEVESO

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/05/2024, article 6

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement SEVESO

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Sous un délai de trois mois, l'exploitant justifie que ses activités ne relèvent pas des dispositions mentionnées au Livre V, Titre I<sup>er</sup>, Chapitre V, Section 9 du Code de l'environnement (article L. 515-32 et suivants).

À cet effet, il procède notamment au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations.

Le site internet <https://seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr/> pourra être utilisé.

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 1 mois que ses activités ne relèvent pas des dispositions SEVESO.

**Constats :**

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a indiqué que l'établissement n'a pas la capacité de stocker des substances chimiques, nominatives ou non, qui dépassent le seuil bas d'application de la directive SEVESO. Par conséquent, il a transmis un tableau de calculs qui permet de conclure que la somme des ratios ne dépassent pas 1.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 20 : Suites de l'accident du 16/05/2021**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques chroniques, Caractérisation des terres phosphatées

**Prescription contrôlée :**

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

+ Constats issus de la précédente inspection du 27/11/2024 :

L'inspection demande à l'exploitant de se positionner sous 1 mois sur le stockage et l'emploi de terres phosphatées en provenance du Maroc, et ses conséquences en matière de réglementation ICPE (rubrique 1716-2) et de protection des travailleurs (information inspection du travail).

**Constats :**

Par courrier du 8 avril 2025, l'exploitant a répondu les éléments suivants :

- la roche phosphorique marocaine utilisée aujourd'hui provient d'une source différente de la mine d'où avait été extraite celle qui avait été analysée et qui présentait une radioactivité d'origine naturelle trop élevée, ce qui change sa composition. La société va donc dans un premier temps vérifier les éléments radioactifs présents dans la roche phosphorique avant chaque acquisition ;
- actuellement, l'usine ne dispose pas de roche phosphorique marocaine en stock. Les roches actuelles sont des roches égyptiennes qui ne sont pas classées comme radioactives.

- le processus de fabrication des produits ne génère pas de résidus directs. Les résidus générés dans l'usine proviennent de la maintenance des installations, il n'y a donc pas de résidus contenant des substances radioactives dans leur composition.
- en ce qui concerne les sous-produits et les produits, la recette de fabrication du produit intermédiaire généré dans l'étape de solubilisation, le superphosphate simple (SSP), est composé à 55 % de roche phosphorique. Conformément aux seuils fixés dans la directive pour catégoriser les substances radioactives, si les concentrations de radioactivité dans ce produit sont considérablement réduites, sans être en relation directe, nous pouvons considérer qu'elle est classée comme substance non radioactive.

Par courriel du 1er décembre 2025, l'exploitant a transmis les résultats d'analyses radiologiques des terres actuellement utilisées sur le site (uniquement en provenance d'Égypte). Celles-ci sont effectivement conformes.

Pour rappel, conformément à l'article R. 515-110, une nouvelle caractérisation radiologique doit être réalisée à chaque modification notable des matières premières utilisées ou du procédé industriel.

**Type de suites proposées :** Sans suite